

MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

Référence unique du mandat : OFR83ZZZ4596540506202313084274101

Type de contrat : Prélèvement enfance

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de .

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :

- dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
- sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé.

IDENTIFIANT CREANCIER SEPA

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER

Nom - Prénom : HAMADOUCHE LYNDA

Adresse : 6 ALLEE DE LA BOULAIE

Code Postal : 27670

Ville : LE BOSC ROGER EN ROUMOIS

Pays : FRANCE

CREANCIER

Nom :

Adresse : rue de la soie

Code Postal : 27800

Ville : BRIONNE

Pays : FRANCE

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

Identification internationale (IBAN) :

FR84 3000 2083 3300 0019 1844 U45

Identification internationale de la banque (BIC) :

CRLY FR PP

Type de paiement : Paiement récurrent

Signé à :

Le : 05/06/2023

Signature

DESIGNATION DU TIERS DEBITEUR POUR LE COMPTE DUQUEL LE PAIEMENT EST EFFECTUE (SI DIFFERENT DU DEBITEUR LUI-MEME ET LE CAS ECHEANT)

Nom du tiers débiteur :

JOINDRE UN RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE (au format IBAN BIC)

Rappel :

En signant ce mandat j'autorise ma banque à effectuer sur mon compte bancaire, si sa situation le permet, les prélèvements ordonnés par . En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à ma banque. Je réglerai le différend directement avec .

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.